



## Profs en colère : voici ce que préparent les Stylos rouges pour la rentrée

PREMIUM PARU DANS LE JOURNAL DE DEMAIN - Nés sur les réseaux sociaux en décembre dernier, les Stylos rouges ne désarment pas. Ce collectif de professeurs en colère veut profiter de la rentrée scolaire pour se faire entendre de Jean-Michel Blanquer. Dans le même temps, le ministre de l'Éducation reçoit les syndicats pour tenter de désamorcer les conflits avec les enseignants après une année chargée en grèves et couacs. Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, reçoit les organisations syndicales mardi, juste avant sa conférence de presse de rentrée. Une manière de déminer la rentrée, après un bac 2019 perturbé par une grève de correcteurs et des rétentions de copies. Les Stylos rouges, eux, n'ont pas été conviés. "Cet été, le ministre a déclaré que sa porte était ouverte, mais quand nous nous sommes manifestés, il ne nous a pas reçus", regrette l'un d'eux, Arnaud Fabre.

Lire aussi - Après les Gilets jaunes, les Stylos rouges : "Les profs sont les grands oubliés"

Créé en décembre sur les réseaux sociaux, ce collectif de professeurs en colère a toujours les mêmes mots d'ordre : "salaires, moyens, respect". A moins d'une semaine de la rentrée scolaire, ils comptent remettre la pression, lors de la première "Université d'été des enseignants.e.s et de l'éducation" tout d'abord, où ils seront présents, et au moyen de préavis de grève prévus pour la rentrée.

Professeur de lettres classiques au lycée Condorcet à Maisons-Alfort (Val-de-Marne), syndiqué à la CGT, Arnaud Fabre explique au JDD comment les Stylos rouges abordent la rentrée.

Huit mois après le début du mouvement, où en sont vos revendications?

De toutes les demandes que nous avons formulées depuis décembre, nous n'avons rien obtenu, sinon des promesses. Sur la question des salaires par exemple, nous avons eu une promesse au haut plus haut niveau : le président Macron s'était engagé à revaloriser nos salaires. Le ministère nous l'a assuré lorsqu'il nous a reçus. Mais on ne voit toujours rien venir. D'autant qu'il ne s'agit pas d'une revalorisation mais d'un rattrapage. En neuf ans, les enseignants ont perdu deux mois de salaires à pouvoir d'achat équivalent! Jean-Michel Blanquer a bien annoncé un observatoire du pouvoir d'achat des enseignants, mais on l'attend toujours. Plusieurs de nos demandes ne coûteraient pas un euro. On nous a promis, par exemple, une simplification des conseils de discipline, mais rien n'a suivi. Nous avons été reçus deux fois au ministère, nous avons eu le sentiment d'être entendus. C'est une immense déception.

"

Si la rentrée se passe mal, des grèves vont se décider spontanément

"

Que prévoyez-vous à la rentrée pour vous faire entendre?

La première action, c'est la tenue cette semaine de la première "Université d'été des enseignants.e.s et de l'éducation". Nous avons participé à l'organiser, avec d'autres collectifs, en l'espace de cinq, six semaines. Dans cette université d'été, il n'y a pas de stand militant mais des ateliers, des discussions, pour faire émerger une parole de terrain. Nous soutenons également beaucoup de blocages au niveau local. Nous sommes souvent contactés pour relayer un mouvement.

Pronostiquez-vous des grèves pour la rentrée?

Vendredi, les professeurs vont recevoir leur emploi du temps et faire leur pré-rentrée. Si cela se passe mal, des grèves vont se décider spontanément. Ce sont des cas très concrets : des salles surchargées, des classes qui attendent des jours avant de recevoir leur emploi du temps, des écoles vétustes... Dans les lycées notamment, la réforme du bac entraîne des grosses difficultés pour établir les emplois du temps des classes. Dans mon établissement, par exemple, un préavis de

grève a déjà été déposé pour lundi. Selon la façon dont se déroule la pré-rentree, on avisera.

"

Nous sommes tous prêts à recommencer

"

Jusqu'ici, le ministre est resté inflexible. Avez-vous encore l'espoir de le faire changer d'avis?

Oui et pour une raison simple: l'année qui vient de s'achever a créé une inflexion. Une grève pendant le bac, ça ne s'était pas vu depuis mai 1968! Dans certains établissements, à 1 ou 2% de grévistes près, l'examen n'aurait pas pu se tenir et la majorité des organisations syndicales a soutenu le mouvement. Nous sommes tous prêts à recommencer et le ministère le sait.